



Le confinement s'arrête... et la lutte des classes rebondit !

Samedi dernier 20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers (ces « premiers de corvée », y compris pendant toute la période de confinement) a rassemblé au moins autant de participants que la précédente du 30 mai : plusieurs dizaines de milliers. Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières, parti des États-Unis, se propage dans tous les pays et en particulier en France.

Les deux manifestations appelées par le Comité Adama les 2 et 13 juin ont, elles aussi, réuni des dizaines de milliers de personnes à Paris, avec des rassemblements très importants en régions. Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme institutionnel s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire. Pour le gouvernement, qui avoue redouter une révolte de la jeunesse, le mot d'ordre est simple : matraquer les jeunes pour mieux exploiter ou licencier leurs parents.

Matraquer les uns pour mieux exploiter et licencier les autres



Le dernier exemple en date est cette interpellation d'une violence inouïe de Farida, infirmière, indignée par l'arrosage de gaz lacrymogènes lors de la manifestation des soignants mardi 16 juin dernier. Alors que les forces de police ont obtenu en 24 heures le retrait de l'interdiction du placage d'étranglement, les soignants, eux, attendent toujours leurs augmentations de salaire et des embauches.

De fait la colère du monde hospitalier se superpose aux autres rassemblements contre le racisme et les violences policières. Le 16 juin les blouses blanches (en « colère noire ») se comptaient en dizaines de milliers dans tout le pays. Mais elles

s'ajoutent également aux mobilisations contre les suppressions de postes chez Renault.

Une telle superposition des colères pourrait bien devenir le pire cauchemar de Macron. C'est pourquoi, malgré le bégaïement gouvernemental, Macron a finalement choisi son camp. Dans son allocution du 14 juin, reprenant la rhétorique de l'extrême-droite, il a assuré la police de son soutien (comprendre : la garantie de l'impunité dont elle bénéficie) tout en traitant mensongèrement de « séparatistes » les manifestants contre le racisme.

« Pas de justice pas de paix »

Le combat de la jeunesse contre le racisme et les violences policières ainsi que son cri de ralliement, « pas de justice, pas de paix », recèle un potentiel politique immense. Oui, la bourgeoisie mène une véritable guerre aux classes populaires. Pendant que les milliards affluent sur les grandes entreprises du CAC40, la militarisation croissante de la police se déchaîne à la fois contre la jeunesse des quartiers populaires issue de l'immigration, mais sévit aussi contre les grèves et les manifestations. La police et la justice montrent le même mépris pour les ouvriers et chômeurs en Gilets jaunes des petites villes que pour les ouvriers et chômeurs d'origine immigrée des banlieues pauvres des grandes villes. Tout comme le patronat qui licencie pour un oui ou pour un non des jeunes rétifs à la discipline ou des militants qui se refusent à l'exercice trompeur du dialogue social.

Oui, il faut une mobilisation d'ampleur pour faire taire les racistes, pour combattre les contrôles au faciès, les discriminations institutionnelles à l'embauche, dans l'accès au logement, les démarches administratives, dans tous les aspects de la vie sociale. Il faut en finir avec la fabrique de sans-papiers, avec les frontières qui tuent par milliers chaque année en Méditerranée. C'est tout le monde du travail qui sortirait gagnant de s'unir contre toutes ces tares criminelles de la société capitaliste.

La primette que vous n'aurez pas

La Poste annonce une prime Covid de 300 euros. Déjà que ce n'est pas un tel montant qui va rattraper ce qui nous manque tous les mois, mais en plus quasiment personne ne va la toucher !

Pour tous ceux qui auront été malades, en garde d'enfant, en confinement, en télétravail ou que l'on aura poussés à prendre des congés entre le 16 mars et le 31 mai, c'est autant de moins sur la prime, et même zéro en dessous de 6 semaines de présence !

Quant aux intérimaires et CDD qui auront travaillé toute la période, mais ne seront plus en contrat en août au moment du versement : zéro aussi !

Hypocrisie supplémentaire

À Paris 15, la direction a décrété que plus aucune heure supplémentaire ne serait payée, sommant les « retardataires » à ramener du travail si besoin et à le lisser sur la semaine.

C'est une hypocrisie : la direction espère surtout que nous finissions la tournée gratuitement plutôt que de rapporter du travail pour le lendemain, qui s'annoncerait alors encore compliqué. Et qui plus est si c'est pour un remplaçant.

Une solution pour éviter les heures supplémentaires : embaucher assez de personnel !

Surcharge quotidienne

Le confinement a fait exploser le e-commerce, et La Poste n'a jamais distribué autant de colis. À Paris 15, les chauffeurs croulent sous les paquets et c'est devenu la routine de voir 50 ou 60 colis, avec des records à 80 !

Résultat : les collègues doivent aviser ou font des heures supplémentaires... que la direction rechigne à payer !

Peu importe la qualité de service et les conditions de travail, pourvu que le profit soit au rendez-vous.

Les chariots de feu

Le trop-plein de colis des lignes motorisées se reporte sur les facteurs à qui sont refourgués un grand nombre de paquets qui, mis bout à bout, finissent par ne plus rentrer dans le caddie.

Certains ont même eu à traiter des Chronopost contre signature... trop volumineux pour pouvoir les emporter ! Trop, c'est trop, ça ne rentre pas dans le chariot !

Calculs d'épicier

À Paris 15, le nouveau régime de travail nous fait tous bosser 28 heures par semaine, supposées être payées 35. Sauf qu'encore une fois, La Poste traite

différemment une partie d'entre nous : les collègues intérimaires ne sont payés que 28 heures. Pourtant, ils ont tout autant besoin que les autres de remplir leur frigo !

La Poste maintient une partie des collègues en emploi précaire, c'est au seul motif de pouvoir faire des économies sur leur dos quand ça lui chante.

Où va l'argent des colis ?

En avril, nous avons distribué 17,3 millions de colis, à comparer avec les 15,6 millions distribués en décembre dernier pendant la dite « peak période »...

Nos dirigeants pleurnichent sur la baisse du courrier pour nous faire accepter des reculs. Mais de l'argent il y en a pour les emplois, y compris ceux des intérimaires, et pour augmenter nos salaires !

Soutien total aux collègues de Saint Martin

Un facteur de 34 ans de la PDC de Saint-Martin, aux Antilles françaises, a mis fin à ses jours à son domicile. Il était en arrêt suite à une sanction disciplinaire et avait exprimé son mal-être au travail à plusieurs reprises.

Ayant accepté un poste de « facteur service expert », présenté comme une amélioration par sa direction, il est en fait devenu bouche-trou, passant de quartier en quartier, voire de bureau en bureau. Il a petit à petit perdu le lien avec ses collègues. Il avait alerté de sa fatigue sur cahier de CHSCT, mais il n'a reçu que des avertissements en retour.

Choqués, mais aussi révoltés, par son décès, ses collègues se sont mis en grève et dénoncent les pressions qui s'exercent depuis quelques années. Ils demandent le départ du directeur, dont les méthodes sont mises en cause.

Solidarité ouvrière face aux violences policières

Le 19 juin, lors d'un débrayage massif rassemblant plus de 58 000 travailleurs, un syndicat de dockers a organisé le blocage de 29 ports de la côte ouest des États-Unis. Une grève en solidarité avec le mouvement qui dénonce le racisme et les violences policières depuis la mort de George Floyd. À Oakland ou Seattle, les dockers ont rejoint les manifestants. Unis dans la lutte, les travailleurs peuvent marquer des points décisifs contre le racisme, un poison qui nous divise, en tant qu'exploités par un même système capitaliste.

Pour suivre nos publications en ligne :

www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences révolutionnaires

